

Le Courriel d'information

n°254 – Mardi 17 Juillet 2001.

A QUELQUES JOURS…

Dans ce numéro

1- Ne vous faites pas avoir par Berlusconi
Communiqué officiel.
2- Genova – Petite chronique
La situation à Gênes reste calme malgré quelques faits qui sont autant d'avertissements. Le gouvernement italien fait son possible pour échauffer les esprits et provoquer des incidents. Malgré tout le forum vient de débuter.
3- Genova – Nouvelles d'ici
Du côté du forum différents thèmes ont permis de plonger au cœur des problèmes. Du côté des militants le bus de délégué(e)s russes vient d'arriver en ville après un périple de trois jours. Des informations diverses sur les événements à Gênes.
4- Fracture numérique : Okinawa - Gênes : 1 an pour rien ?
L'expérience de la dot force démontre qu'il ne suffit pas d'être invité à une table de discussion pour être entendu et entrer dans un processus de démocratie participative. Les conditions démocratiques de ce dialogue ont encore besoin d'être inventées.
5- Genova – En avant les femmes
Convaincus que seule la mobilisation peut imposer la justice sociale, les mouvements des femmes dans toute leur diversité seront présents à Gênes - le groupe Femmes et mondialisation d'ATTAC en est partie prenante - et demanderont l'annulation de la dette extérieure publique des pays en développement, ainsi que le versement des sommes correspondantes à un Fonds de développement, démocratique et paritaire, contrôlé par les populations.

Ne vous faites pas avoir par Berlusconi

NE VOUS FAITES PAS AVOIR PAR BERLUSCONI ! LES PORTES DE GENES SONT OUVERTES !

Pour essayer de dissuader les italiens et les européens de venir manifester à Genes pour protester contre le G8 et ses politiques destructives, le premier ministre de l'Italie, Silvio Berlusconi, a décidé :
- la fermeture des gares de Genes,
- la suspension des accords de Schengen afin de pouvoir controler l'identité et les bagages des personnes qui se présentent aux frontières et de refuser l'accès du territoire italien à certaines d'entre elles,
- le refus de visas d'entrée à des activistes du Sud.

Hier, la tension est montée à Genes quand un policier a été blessé par un pli piégé.

Le Forum Social de Genes (FSG), l'organe de coordination de plus de 700 associations italiennes, en liaison étroite avec de nombreuses associations, ONG et mouvements d'autres pays et continents, réitère son attachement à la non-violence.

En dépit des tergiversations et des rumeurs, la ville est ouverte. Une importante majorité a déjà franchi la frontière et est en route vers Genes.

Aujourd'hui s'est ouvert le Sommet parallèle des Peuples, organisé par le FSG. Des milliers de gens vont participer cette semaine à des ateliers et des discussions afin d'approfondir leurs critiques de la globalisation néo-libérale et de l'emprise des multinationales. Ils entendent promouvoir l'idée qu'un autre monde est possible.



En dépit des difficultés rencontrées pour rejoindre Genes, tant de gens sont déjà arrivés que ce qui est important maintenant, c'est de faciliter l'accès à la ville et de donner à tous ceux qui participeront aux actions non-violentes les moyens de se loger dans la ville.

Genes, le 17 juillet 2001

Genoa Social Forum

avec

Campana contra el Banco Mundial / Barcelona 2001
Hemen Eta Munduan / Euskial Herria
Coalition française pour la manifestation de Gênes (ATTAC France, collectif jeune Vamos), Agir ici
Greek commitee for the international demonstration of Genoa
Campaign Genoa 2001 / Greece
Globalise Resistance (UK)
Drop the debt (UK)
Jubilee Plus (UK)
Globalise Resistance (Ireland)
Gluaiseacht for Global Justice (Ireland)
Labour Youth (Ireland)
World Development movement (UK)
Reclaim the Streets, NY (USA)
Kenya Debt Relief Networ (Kenya)
Dialogo 2000 (Argentina)
Halifax Initiative Coalition (Canada)
Freedom from Debt Coalition (Philippines)
Asia Pacific Movement for Debt and Development Jubilee South
Comite pour l'annulation de la dette des pays du tiers monde (CADTM)
Focus on the Global South
Kairos
Via Campesina

Genova – Petite chronique

Par Laurent Jésover

Fermetures (14/07)

Les alentours de la Piazza Palermo, lieu où nous avons établi les bureaux des ATTAC, sont pleins de petits magasins, un marché municipal (très bien pour les fruits), d'une vie de quartier. Difficile cependant avec deux ou trois mots d'italien de discuter avec les gens. Mais il y a les cafés. Celui du matin, pour l'expresso, et celui du soir surtout pour sa petite terrasse bricolée sous les arbres à proximité du jardin. Là c'est plus facile de communiquer en itagnol genre de sabir latinisant d'origine peu claire. On finit par pouvoir répondre à la curiosité : on est d'ATTAC, oui on s'est installé là pour le G8. Le plus troublant alors c'est le sourire du serveur ou du barman, de la dame qui tient le comptoir, des personnes alentour. Nous aussi nous n'aimons pas trop le G8. C'est bien, continuez. Lors de Seattle je ne connaissais pas ces gros machins, mais maintenant je commence à comprendre. Les gouvernements ne font pas leur boulot, il devrait être inutile d'aller dans la rue comme ça. Les gouvernements pourraient parler et discuter, organiser la démocratie avant, autour d'une table, en gens civilisés.

Et justement le gouvernement italien a pris vendredi deux décisions lourdes de conséquences négatives. Deux décisions qui montrent encore une fois que la tactique de la forteresse a été choisie, de la surdité et de la mauvaise volonté. Deux décisions imbéciles, il faut bien le dire, démonstration de l'aveuglement des démocraties : seuls les grands peuvent parler dans l'isolement le plus complet. La première concerne les frontières italiennes : les accords de Schengen sont suspendus à partir de samedi 14. Cela signifie vérification des papiers tatillonne et possibilité de bloquer l'entrée aux indésirables. Qui ? Personne ne le sait vraiment. La deuxième concerne les gares : Brignole en particulier sera fermée.

Encore une fois il ne faut pas sombrer dans le défaitisme paranoïaque. Nous avons des ressources. La première est que toutes les frontières sont organisées, l'aire d'autoroute de Beausoleil au sud, comme centre de convergence avant la frontière de Vintimille, des équipes d'avocats, des centres sociaux italiens aux autres passages. Et puis… et puis remontons l'histoire : pour fuir le fascisme les Italiens avaient emprunté des chemins de montagne il n'y a pas si longtemps que cela. Les chemins existent toujours, la montagne aussi. La mer est grande, les plages aussi… on avait bien débarqué, encore une fois contre le fascisme. Tout cela pour montrer la bêtise intégrale d'une telle décision qui n'empêche nullement les personnes extrêmement bien organisées d'entrer. Tout cela pour dire si jamais vous n'aviez pas encore compris, que les manifestants seront à 90% italiens. Mais peut-être aussi veut-



on mettre en place le couvre-feu et l'état d'urgence. Evidemment la première « réflexion » des autorités italiennes a été : ce sont les étrangers qui vont mettre la pagaille chez nous, donc on ferme. Fermez Monsieur Berlusconi, fermez… cela ne n'empêchera rien du tout. Cela nous donnera un peu plus de mal, mettra un peu plus de temps, mettra en difficulté les personnes de bonne foi, les personnes honnêtes, bref nous tous, les personnes qui souhaitent user de leurs droits de parole et de circuler dans cette Europe dont on nous dit qu'elle est le cœur même du développement et de la démocratie dans le monde.

Il y a fort à parier, comme à la frontière québécoise lorsque le Canada l'avait fermée lors du Sommet des Amériques, que les semi-remorques et les camions de marchandise passeront sans problème, pendant que les bus et les voitures seront fouillés et que les personnes attendront une bonne heure que les douaniers fassent leur travail.

Fermez, nous ne forcerons pas le passage. Nous demanderons simplement à user des droits dont nous sommes détenteurs nous dit-on.

Boat-people. (16/07)

Et tout à coup nous avons réalisé que nous avions repoussé le G8 sur le port, presque à la mer. Les chefs d'état se sont réfugiés à proximité d'un bateau, genre de boat-people d'un type nouveau, au nom ronflant, l'European Vision. Il faut le dire d'un ton compatissant : mais où pourront-ils se réfugier la prochaine fois ? Quel port les accueillera ? Le sommet est devenu un trou à rat dans lequel vont s'entasser plusieurs milliers de personnes dont la grandeur n'est plus qu'un triste voile sur leur pauvre situation.

Berlusconi, mesquin, se venge. Sa tactique claire est bien de créer autant d'obstacles que possible à l'arrivée des personnes. Il va plus loin en tentant par l'intermédiaire des médias de faire croire qu'il y a différence et contradiction critique dans notre propre mouvement. Et Gênes est tout de même une ville ouverte, car il n'a pas le pouvoir de la fermer. Et Gênes accueille déjà quelques milliers de militant(e)s venus travailler, échanger, discuter, écouter, parler, organiser les protestations pour leur montrer notre détermination. Et celle-ci, cette victoire en marche, c'est la patience et le calme des personnes qui subissent les retards et les attentes, les longues vérifications d'identité, les voyages difficiles. La vraie victoire nous sommes entrain de la fabriquer chacun, tous, en arrivant à Gênes. Chaque jour amène de nouvelles personnes.

Et aujourd'hui d'étranges faits, une gendarmerie reçoit une lettre-piégée, un blessé. Dans le centre de l'Italie, même chose quelques heures plus tard. Puis sont découvertes des fausses bombes devant une association écologistes et dans l'un des campings où logent les Tute Bianche. Il est clair qu'on souhaite faire monter la pression. Or justement cette pression ne profite d'évidence pas au Forum qui vient de débuter, aux réunions, aux manifestant(e)s. La réponse officielle qui a été faite est restée calme et ferme. Les esprits ici ne s'échauffent pas. Au contraire ils travaillent.

A la frontière, en particulier celle de Vintimille les coordinations et les volontaires se mettent d'accord et progressent. Le centre de convergence de Beausoleil ouvrira le 17 à partir de 17H00 sur l'autoroute A8 avant la frontière italienne. Les députés nationaux italiens sont mobilisés pour se trouver à tous les points de passage. Tout est fait pour accueillir, expliquer, informer, et surtout pour faire que nous arrivions nombreux à Gênes, car notre nombre, dans cette situation sera une victoire supplémentaire.

Et demain, veille de la mise en place de la zone rouge, la ville de Gênes sera attentive à un match de football organisé par ATTAC Piazza Fontane Marose (en pleine zone rouge quelques heures plus tard) à 20h00. Deux équipes mixtes et leurs supporters tenteront de renverser l'histoire et de rejouer le match de la Coupe du Monde France Italie. Mais il s'agit aussi de montrer par cette fête que la ville appartient à celles et ceux qui l'occupent, à celles et ceux qui souhaitent y organiser des activités constructives, imaginatives et respectueuses des libertés de chacun. La musique sera de la partie et plus que les nations, des joueuses et des joueurs, des personnes volontaires et voulant participer. Justement, on apprend que trois footballeurs professionnels souhaitent venir jouer avec nous. Le résultat du match est très attendu et les pronostics vont bon train. Une chose est certaine, ce ne sera pas la police qui gagnera car elle est même la bienvenue pour elle aussi s'intégrer à l'une ou l'autre des équipes.

Alors ce soir encore, après une journée de rencontres et de débats, nous parlons stratégie. Mais comme nous pouvons le voir partout à l'intérieur du GSF, aussi dans les différentes



réunions, il s'agit d'une stratégie que nous fabriquons ensemble afin de mieux nous permettre d'exprimer nos sensibilités et d'avancer avec nos différences et ce malgré quelques actes de colère, comme celui de ce groupe de Turin qui en descendant du train aujourd'hui a endommagé la gare .

Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

Genova - Nouvelles d'ici

1- Ils ont passé les frontières!
Par Carole Faure

Cinq belles jeunes filles prennent des gobelets en plastique avant de filer dans la grande salle au fond de la cour. C'est que ce soir nos amis russes fêtent un double événement: leur arrivée à Gênes et l'anniversaire du camarade Nicolaï, célèbre pour une grève dure menée de main de maître en 1998!

Alors pour l'occasion, les femmes, après s'être installé un carré privatif pour la nuit à l'aide des affiches rouges accrochées à une ficelle, dressent une table avec les provisions achetées avant de partir: pâtés en conserve, grosses tranches de pain noirs tranches disposées joliment sur des serviettes, cornichons marinés bien salés qu'on coupe en fine tranche, petit carrés de gras blanc qui ressemblent à des sushis et bien sûr l'inévitable vodka, tiède mais forte tout de même.

Ils sont une bonne trentaine à porter le toast et écouter le discours qui va avec. C'est qu'il fut long le chemin pour arriver jusqu'à Gênes. Cinq jours pour Irina, l'artiste qui fait du "théâtre psychologique" dans les rues d'Omsk en Sibérie, cinq jours aussi pour Lena, l'anarcho-syndicaliste qui, avec Göteborg, a *pris conscience de l'importance du mouvement contre la mondialisation* et décidé que leur syndicat se devait de participer à la mobilisation de Gênes. Quatre jours pour Alexandra, la syndicaliste qui a mis sur pied une grève contre la privatisation de son usine de papier située à 300 kilomètres de St Petersbourg. Et deux jours et demi pour Macha, 18 ans, et ses deux copines, qui ne viennent, elles, que de Kiev. Des kilomètres en train et en car : tout le temps de se confronter avec *ceux qu'on ne fréquente pas normalement* dit Macha, notre jeune Ukrainienne du "Comitee for the Working Internationnal" (Trotsky, tu connais, nous demande-t-elle avec le plus grand sérieux).

Ce soir, au QG d'Attac Piazza Palermo, l'ambiance est à la russe, chaleureuse et volubile: les vieux syndicalistes racontent leurs luttes, les jeunots en redemandent, et nous, les quelques Français d'Attac qui nous souvenons que tovaritch, ça veut dire camarade et que, ma foi, ça le fera pour dire bienvenue, on ne coupe pas au test du verre de l'amitié entre les peuples: tchin, prost, sdravouitié!

La suite, demain: de l'exercice de la démocratie chez les anti-mondialistes expliquée à nos amis de Russie.

2- Le Forum
Par Suzanne Korosi

Lundi 16 matin
Malgré la lettre piégée envoyée ce matin au commissariat de Gènes, remake de la provocation à Barcelone juin dernier, le Forum a débuté ce matin dans le calme dans le gymnase de l'école de la rue Cesare Battisti. La session a été consacrée à la mondialisation de la pauvreté et des inégalités. A travers des exemples des pays africains et d'Asie du sud, les militants de l'annulation de la dette ont décrit les mécanismes, PAS et autres, qui ont entraîné l'appauvrissement accru des pays du Sud. Un point commun dans cette série d'exposés, l'optimisme exprime à propos de l'évolution et de l'impact des mouvements de résistance.

Nous avons retenu…

…une proposition de Mario Pianta, économiste, de remplacer le terme "anti-mondialisation" par "mondialisation par" qui exprimerait mieux la nature des mouvements de résistance. Mario Pianta est un des organisateurs de l'Assemblée des nations unies des peuples, qui pour la 4ème fois réunira en octobre prochain à Perugia 100-120 représentants des mouvements des réseaux résistant à la mondialisation.

Lundi après-midi



Sous la présidence de Susan George, Walden Bello (Focus on Global South), Luciana Marina Dos Santos (Mouvement des sans-terre) Bernard Picoule (Médecins sans frontières), Thérèsa Mattei (Droits des enfants à la communication) et Don Oreste Benzi ont décliné le thème "Ce monde n'est pas une marchandise". L'annonce de la perquisition effectuée au Centre social à Turin est tombée un peu après 18h. Susan a appelé à ne pas répondre par des voies violentes à cette nouvelle provocation qui tend à faire pourrir la situation Gènes, et isoler le mouvement de contestation du reste de l'Italie:

Nous avons retenu….

…les détails dramatiques communiqués par Don Oreste Benzi sur l'esclavage des femmes en Italie et en Europe, sur les victimes, sur les consommateurs et sur les criminels. Il a terminé son exposé avec une phrase de Martin Luther King : « J'ai peur non pas des gens malhonnêtes mais des gens honnêtes qui restent silencieux. »

Suzanne Korosi

3- Campements sous surveillance
17 juillet 200, 10h30 - Marie Thorndahl

Réveil matinal au stade de Sciorba, au nord de la ville, où sont installés une centaine de manifestants anti-G8. La police débarque à 7h30 pour relever les papiers d'identité de la plupart des campeurs et faire une liste de présence. Depuis, les cars de police sont alignés à la lisière du stade. "La prochaine fois, apportez le café !" marmonne un sac de couchage. Hier après-midi, c'était le Stade de Carlini, autre campement de manifestants, qui a eu droit à la visite des forces de l'ordre, sous prétexte de débusquer des bombes artisanales. Les organisateurs du Forum Social mettent ces interventions sur le compte d'une stratégie de monté de la tension de la part des autorités italiennes, pour criminaliser les mouvements protestataires.

4- Compte rendu de l'atelier Jubilee South, lundi 16 juillet, 15 à 19 heures
Par Alain Saumon

Gênes, le Nord et le Sud se rencontrent et s'entendent.

Les ateliers sur le problème de la dette travaillent. Cet après-midi, sur l'initiative de Jubilée Sud, Philippins, Indonésiens, Indiens, Kenyans, Argentins, Africains du sud, Canadiens, Français, Belges, etc., se sont rencontrés et sont tombés d'accord pour reconnaître que la dette du tiers-monde est un instrument de domination politique et économique au service des néo-libéraux.

Le modèle de développement imposé depuis plus de 3 décennies a échoué : la pauvreté et le mal-vivre augmentent partout au Sud, la dette augmente et les mesures d'allègement proposées par les pays riches ne sont que de la poudre aux yeux, la démocratie recule, les droits humains sont bafoués et les dégradations sur l'environnement sont désastreuses. La corruption est une arme copieusement utilisée pour soutenir les politiques économiques favorables à la spéculation financière ; la loi du marché n'est qu'un outil permettant la pénétration d'économies fragiles où les populations paient pour le bénéfice d'une minorité.

L'échange des idées et des données des participants à l'atelier ont conduit à la conclusion que la dette des pays en développement est illégitime et qu'elle doit être combattu e en tant que telle : responsables des institutions financières internationales, dictateurs et gouvernants à la solde des financiers seront tenus, tôt ou tard, de répondre de leurs actes devant des tribunaux nationaux et internationaux des détournements, au profit de quelques-uns, de financements du développement qui n'ont pas atteint leur but, en toute connaissance de cause. La satisfaction des besoins de base des populations locales est tenue pour négligeable, leur asservissement est le levier d'un modèle de développement qui n'a pas fait ses preuves.

Une campagne internationale et des campagnes nationales coordonnées et sur le long terme, à l'aide de juriste, d'économiste et des bonnes volontés populaires, vont s'intéresser aux procédures légales de récupération des biens mal acquis et à la mise en place de tribunaux pour juger les prédateurs les plus dangereux dans un premier temps. La mise en exergue de ces actions sera un des points forts du forum social mondial de

Porto Alegre de février 2002. Les liens entre les sociétés du monde se resserrent.

Fracture numérique : Okinawa - Gênes : 1 an pour rien ?

Par Valérie Peugeot

En juillet 2000, le G8 réuni à Okinawa donnait le coup d'envoi d'une politique destinée à faire face au risque de "fracture numérique" entre pays du Nord et pays du Sud. A l'origine de cette initiative une double analyse de la part des 8 gouvernements : les Technologies de l'information et de la communication, au fur et à mesure qu'elles se diffusent dans les pays occidentaux risquent de constituer un nouveau facteur d'inégalité entre pays du nord et pays du Sud. Inversement, utilisées à bon escient elles peuvent constituer un facteur de croissance économique et de développement. Partant de là, le G8 décide donc de créer la Dot force - digital observatory task force - chargé de lui préparer une série de propositions destinée à lutter contre cette fameuse fracture.

Triple particularité de cette structure consultative : une durée de vie limitée, sa mission s'arrêtant en mai dernier avec la remise d'un rapport aux sherpas du G8 ; un tour de table quadripartite, puisque chaque pays était représenté par son gouvernement, une entreprise et un acteur non lucratif, auxquels s'ajoutaient un grand nombre d'organisations internationales, de l'OCDE à l'UIT en passant par l'union européenne et le PNUD ; une ouverture aux pays du Sud, puisqu'une dizaine de pays, parmi les plus avancés en matière d'appropriation des TIC, étaient conviés (Brésil, Sénégal, Afrique du Sud, Inde etc.).

Pendant 7 mois, la dot force a donc travaillé, aboutissant à un rapport contenant un plan d'action étoffé en 9 points. À Gênes, le résultat de ce travail fera l'objet d'un communiqué d'une vingtaine de lignes, noyé au milieu des autres points à l'ordre du jour, renvoyant à plus tard tout engagement concret des Etats.
Au-delà de ce communiqué laconique et réducteur par nature, le processus de la dot force ouvre des questions en série, qui ne peuvent qu'interpeller tous ceux qui réfléchissent et militent autour des enjeux d'appropriation sociale des technologies de l'information comme de mondialisation et de gouvernance internationale.

La première question est celle à l'évidence de la légitimité : pourquoi le G8, alors que l'UIT - Union Internationale des télécommunications, agence des Nations Unies a vocation à suivre ces enjeux et que l'ONU a créé en direct (ce qui en dit long sur les rivalités qui règnent au sein de la famille onusienne) sa propre "task force" sur les enjeux de fracture numérique ? Comme d'habitude, les négociations s'initient en cercle restreint et occidental, dans lequel les pays du sud disposent au mieux d'un strapontin. Efficacité nous répond-on, le rôle du G8 se limitant à impulser et non à négocier.

Efficacité ? Quel est le poids de propositions élaborées sans engagement financier ou politique ferme derrière ? Au final, alors que le rapport préconisait une méthodologie de travail à géographie multiple et dynamique, chaque Etat retourne à ses pesanteurs budgétaires et à ses zones d'influence diplomatique. Ainsi le Canada, à l'occasion du sommet des Amériques a-t-il annoncé le lancement d'un institut pour la connectivité des Amériques doté en première année d'un fond de 20 millions de dollars. Et sans doute la France s'en retournera-t-elle à l'Afrique francophone etc.

Deuxième grand questionnement : celui de l'imaginaire politique. Quel peut être la capacité d'innovation d'un organe, aussi diversifié et riche soit-il dans sa composition (nous y reviendrons) qui navigue dans un cadre idéologique pré défini, ou bien-être de l'humanité rime avec croissance économique et libération des échanges ? Une pensée tellement intériorisée par l'ensemble des participants, du Nord comme du Sud, publics comme privés ou non lucratifs, qu'elle conduit à une autocensure collective.

Le résultat est un rapport magnifique et terrible à la fois. Magnifique, parce qu'il contient de véritables avancées sur des questions considérées comme stratégiques par les acteurs associatifs qui travaillent sur les enjeux de développement et de technologies de l'information. À titre d'exemples, les propositions sur la diversité linguistique et culturelle, sur le logiciel libre, sur les points d'accès associatifs à Internet, sur la combinaison entre médias traditionnels et nouveaux médias, sur la formation Sud-Sud et pas uniquement Nord-Sud, sur l'indissociabilité entre connectivité et formation … sont l'écho de demandes de long terme du secteur associatif. Autre point très important, la revendication d'associer systématiquement les pays du Sud à toute négociation sur ces enjeux TIC, avec les moyens



matériels que cela implique. Ce n'est pas la moindre des bonnes surprises qu'une instance accouchée par le G8 conclue à la nécessité de ne rien négocier en matière de société de l'information sans les pays du Sud !

Et pourtant rapport terrible, car l'essentiel en est absent. Un essentiel qui tient en deux idées taboues à la table de la dot force : celles du service public et de la taxation.

Comment garantir que les réseaux atteignent les plus isolés et les plus démunis lorsque les câblo-opérateurs ne sont soumis à aucun cahier des charges de service public ? De deux choses l'une : ou l'on considère que les réseaux sont finalement une sorte de luxe, réservé à une élite, et alors l'enjeu de la fracture numérique n'est que faux problème. Ou l'on estime que l'entrée dans la "société de l'information" doit être ouverte à tous, que l'accès à l'information et la création de contenus sur les réseaux constituent de nouveaux droits, que l'information est un bien commun de l'humanité, auquel cas une véritable politique de service public doit progressivement être mise en place, au Nord comme au Sud. Entendons nous, il ne s'agit pas d'exiger des câblo-opérateurs de connecter le moindre village de brousse. Mais tout simplement de demander que les déploiements d'infrastructures, lorsqu'ils se font uniquement sur des logiques marchandes, en fonction de débouchés potentiels, soient assortis d'obligations telles que celle d'offrire l'accès à un prix abordable, non discriminatoire, continu aux techniques de communication (téléphone, réseau, courrier électronique…), ou la connexion à des conditions privilégiées de points d'accès aux TIC publics et communautaires (à travers des écoles, des associations, des acteurs de l'économie informelle). Ou encore de demander aux pouvoirs publics, de considérer comme biens publics, et donc accessibles par tous gratuitement, un certain nombre de savoirs, d'outils et d'informations
Les termes "service universel" - version édulcorée et Maastrichienne du service public - ont fini par apparaître dans le rapport de la dot force, sans qu'une ligne ne soit dite sur les moyens de maître en œuvre ce qui n'apparaît ici que comme un objectif à horizon indéfini.
Quant à la taxation, elle n'a évidemment pas droit à l'honneur d'une citation, même en version "soft". Mot interdit entre tous, en terre de libéralisme, il semble pourtant la clé de voûte d'une véritable politique de solidarité redistributive (deux autres mots inconnus du rapport) en matière de TIC. Les idées ne manque pas : pour commencer des mesures sériées, comme le reversement d'une partie du produit des ventes des nouvelles générations technologiques (UMTS par exemple) à un fond de lutte contre la fracture numérique sont d'implantation facile et ne demandent pas de négociations multilatérales ; pour preuve le précédent gouvernement italien l'avait expérimenté. A plus long terme, c'est une politique globale de taxation qui doit être imaginée : si la taxation des flux d'informations semble devoir être écartée, car elle défavoriserait les "info-pauvres", ceux-là mêmes qui ont déjà du mal à prendre la parole et à protéger leur culture dans le cyber espace, d'autres mesures peuvent être envisagées, à commencer par la taxation des noms de domaine ou la taxation de la net économie, avec reversement du produit à ce même fond de solidarité numérique.

Au final, et c'est peut-être là la question la plus importante que pose la dot force pour le long terme, la composition même de cette instance interroge sur l'évolution de nos modèles de gouvernance.

En effet, le G8, sans doute légèrement traumatisé par le sommet raté de Seattle, a pris soin de convoquer le secteur "non lucratif" à la table de la dot force.

Volonté de tuer dans l'œuf une contestation prévisible ou authentique désir d'un dialogue à trois voix (privé, public, non lucratif) ? Le choix de ces acteurs "non lucratifs" en dit plus long que toute analyse. Alors que le gouvernement allemand avait choisi de se faire représenter par une université spécialisée dans les enjeux de développement, le Canada a élu l'IDRC, organisme public de développement Nord-sud et les Etats-Unis la Markle fondation, grosse fondation spécialisée dans les TIC, proche du précédent gouvernement Clinton. Dans les trois cas, organismes de compétence indiscutée sur les enjeux traités ; mais peut-on parler véritablement de représentation du tiers secteur indépendante ? Seules la Grande-Bretagne et la France avaient convié une grande ONG de développement pour la première et une association pour la seconde.

Dans aucun pays, les réseaux de l'Internet citoyen n'ont eu la possibilité de se choisir eux-mêmes un représentant qu'ils jugeraient légitime. Or, la société civile représente une minorité agissante. Son poids se mesure à l'aune de l'impact de son action sur le terrain et de ses capacités à mobiliser l'opinion publique pour créer un rapport de force avec les secteurs



marchands et publics. L'histoire des réseaux de l'Internet citoyen est trop récente pour qu'existe une forme de représentation nationale ou internationale reconnue par les acteurs de la société civile, et négociée avec les institutions publiques. Ce processus fait l'objet de débats au sein de la société civile sur ses modalités et sur le fond (le pourquoi ?).

Au-delà de cette question du choix des acteurs, le principe même de la participation est en cause. Certains la contestent, considérant que ce dialogue multi-sectoriel relève surtout de l'endormissement social et considèrent que le rôle du tiers secteur réside d'abord dans la résistance. D'autres la défendent, pour des raisons classiques d'efficacité, estimant que c'est encore le meilleur moyen d'influencer le cours des choses.

Une autre approche consiste à accepter sans naïveté de participer à des espaces mixtes pour des raisons politiques : à l'heure d'un désengagement généralisé de la puissance publique, la réponse au libéralisme passe par une responsabilisation croissante du tiers secteur, comme force de contestation, de proposition et d'action. Refuser d'entrer dans ces espaces, aussi ambigus soient-ils dans leur conception et leurs débouchés, c'est s'en remettre au discours incantatoire sur la responsabilité de l'Etat, et laisser le champ libre à ceux qui ne veulent que son démantèlement.

En tout état de cause, le débat est ouvert, le champ des TIC fonctionnant comme un laboratoire de ces enjeux de gouvernance. C'est aujourd'hui le cœur de la discussion pour les mouvements civiques aussi bien au niveau local que national ou international.
Des mouvements qui seront présents à Gênes constatent et réclament que "Notre intérêt, tel qu'exprimé par le G8 devrait donc être à sens unique, celui des grandes entreprises et des multinationales dont l'accès est privilégié, tandis que la société civile dans son ensemble en est exclue. Comme ailleurs, nous y réaffirmerons fermement et pacifiquement notre volonté d'être entendu."

L'expérience de la dot force démontre qu'il ne suffit pas d'être invité à une table de discussion pour être entendu et entrer dans un processus de démocratie participative. Les conditions démocratiques de ce dialogue ont encore besoin d'être inventées.

Et VECAM en choisissant au terme d'un long débat interne de participer à la dot force, a rempli une part de sa mission qui consiste à défricher cette question. Expérience frustrante, mais dont il est permis de penser que les mouvements civiques et sociaux sauront tirer les fruits.

Valérie Peugeot
VECAM

N.B. : tous les documents-clés liés au travail de la dot force sont disponibles à www.vecam.org/dorforce.htm. La contribution française du secteur non lucratif a été élaborée au cours d'un débat dont on trouve les archives à http://www.le-forum.net/wws/info/assoc-dotforce

Genova – En avant les femmes

Par femmes.paris14@attac.org

Les femmes sont doublement légitimes pour dénoncer les Plans d'Ajustement Structurels (PAS), en premier lieu en tant que citoyennes exigeant une société juste et égalitaire, et en second lieu en tant que « victimes » plus particulièrement touchées par les PAS (voir « Genoa, les femmes d'abord » Courriel n°236). Les femmes ont d'ailleurs été les premières à élaborer la contestation aux pratiques des Institutions Financières Internationales, ce qui n'est pas souvent évoqué...

« Les Institutions Financières Internationales sont chargées de gérer la mondialisation de manière à promouvoir la stabilité, la croissance et le développement ». Au vu de ces objectifs, le consensus est maintenant général pour reconnaître l'échec des PAS, à des degrés divers, et y compris de la part de la Banque mondiale et plus récemment du FMI . Même les experts les plus dogmatiques ont bien été obligés d'admettre que les stratégies ultra-libérales mises en œuvre dans les pays « du Sud » au cours de la décennie 80 ont échoué.

Mais c'est dès la fin des années 1980, que des critiques de plus en plus virulentes à l'encontre des PAS se sont fait entendre et ce sont les femmes qui ont joué un rôle de premier plan (rapport « Le progrès des femmes à travers le monde, 2000 » Unifem). Les chercheuses de différents mouvements de femmes ont en effet participé à une critique des politiques de stabilisation et d'ajustement structurel. Elles ont mis l'accent sur les effets négatifs sur les femmes pauvres et souligné l'impact de ces politiques sur les rapports sociaux entre les



sexes et l'impact de ces rapports sur les résultats de ces politiques.

Des groupes comme Women's Eyes on the World Bank ont analysé dans le moindre détail les implications des programmes de réforme de la Banque Mondiale dans des domaines tels que la santé et l'éducation. A la suite de pressions publiques, la BM a réévalué sa position vis à vis de la problématique hommes-femmes (traduction du terme anglais gender) et de la réforme économique. Elle a établi un Groupe Consultatif Externe chargé d'examiner la Problématique hommes-femmes (EGCG), composé de femmes du monde entier, expertes sur toute une gamme de thèmes liés au développement. Pourtant une évaluation de l'efficacité de ce groupe EGCG par le groupe indépendant Women's Eyes on the World Bank affirme que jusqu'à maintenant l'EGCG n'a pas réussi à influencer de manière significative la politique de la Banque Mondiale dans le domaine macro-économique.

La nouvelle « doctrine du développement », adoptée par la Banque mondiale affirme pourtant « la nécessité de mettre en place les conditions pour augmenter les possibilités de choix des femmes dans la société », et soutient l'idée que « les discriminations subies par les femmes, à tous les niveaux (familial, administratif, politique, mais surtout économique) font partie des principaux obstacles au développement » : ce discours, certes séduisant, s'apparente plus à un ravalement de façade qu'à un réel engagement, et jusqu'à présent il n'a été suivi d'aucune mesure concrète efficace.

Convaincus que seule la mobilisation peut imposer la justice sociale, les mouvements des femmes dans toute leur diversité seront présents à Gênes - le groupe Femmes et mondialisation d'ATTAC en est partie prenante - et demanderont l'annulation de la dette extérieure publique des pays en développement, ainsi que le versement des sommes correspondantes à un Fonds de développement, démocratique et paritaire, contrôlé par les populations.

Les femmes réaffirment avec le PNUD que l'égalité entre les sexes est un objectif à part entière qui doit être poursuivi à travers tous les objectifs de développement, et qui constitue une condition préalable à l'élimination de la pauvreté mondiale.

Groupe Femmes et mondialisation
femmes.paris14@attac.org